

Aux travailleurs, aux jeunes, aux militants syndicaux

L'HEURE EST GRAVE. Ce qui est menacé dans la crise politique actuelle, ce sont nos droits sociaux !

QUELLE FORCE PEUT ARRETER CETTE MARCHÉ A LA DISLOCATION, A LA DESTRUCTION DE NOS DROITS ?

Au Nord comme au Sud du pays, on est en train de conditionner la population à l'éclatement de la Belgique. Dans quel but et que vise-t-on ?

Qui peut le contester ? Toutes les déclarations patronales vont dans le sens d'une remise en cause radicale des droits des travailleurs et des allocataires sociaux. Depuis le début des "négociations" qui ont suivi les élections du 10 juin, il n'y a sur la table des négociateurs que des projets violemment anti-sociaux. Et ces projets émanent autant des partisans de la *régionalisation des droits sociaux* ou du *séparatisme*, que de ceux qui prétendent vouloir maintenir un *pouvoir fédéral* important.

Le Président de la FGTB, Rudy De Leeuw, a raison de dire :

"Qui va aller mieux avec une grande réforme communautaire ? J'attends toujours qu'on me prouve qu'une telle réforme servira les intérêts des travailleurs. Si on scinde la sécurité sociale, la pauvreté va augmenter en Wallonie, qui est le premier débouché pour la Flandre. Mais en Flandre aussi, le fossé entre riches et pauvres va augmenter. Je n'y vois aucun avantage pour l'économie flamande. La plupart des propositions flamandes pour une réforme de l'Etat proviennent des employeurs flamands. Ceux-ci se mobilisent rarement pour des améliorations sociales. Quand le VOKA (patronat flamand) réclame la régionalisation des allocations de chômage et des prépensions, vous imaginez bien ce qu'il va récolter. "

(extrait du *Journal du mardi* du 4 septembre 2007)

Attention, danger ! Ce sont les salaires, les conventions collectives, le droit du travail, la sécurité sociale dans l'ensemble de ses composantes (chômage, pensions, santé, allocations familiales, invalidité, etc.) qui sont menacés.

C'est bien pourquoi il est du devoir des dirigeants du PS et du SP.A de refuser de s'associer à une « réforme de l'Etat » qui irait ainsi à l'encontre des objectifs de la FGTB. L'organisation syndicale aurait grand intérêt à réunir les dirigeants de ces deux partis pour leur demander de se prononcer ensemble, clairement et publiquement en ce sens.

Ni la peste, ni le choléra...

Aujourd'hui, ceux qui préparent les esprits à l'éclatement de la Belgique veulent nous faire «choisir» entre la peste et le choléra :

- soit un accord gouvernemental pour faire éclater nos droits sociaux en prétendant "sauver la Belgique" (en sursis de courte durée : le pays ne survivrait pas longtemps au démantèlement des droits sociaux fédéraux) ;
- soit l'éclatement immédiat de la Belgique avec pour effet, la disparition directe de nos droits sociaux actuellement garantis au niveau de tout le pays.

Si nous en sommes là, c'est directement la conséquence de la politique de régression sociale dictée par l'Union européenne et par la Banque centrale européenne. Banque centrale européenne assujettie aux marchés financiers américains en pleine crise, comme le montre l'actualité récente.

Tous les partis occupés à "négocier" situent tous leur action dans le respect des exigences de l'Union européenne. Déjà maintenant, l'essentiel des lois votées en Belgique ne sont que la transcription des directives européennes.

Nous connaissons depuis des années un recul social très important en Belgique (comme dans toute l'Europe). Aujourd'hui, l'Union européenne, qui relaye ainsi les exigences des marchés financiers, veut que les gouvernements aillent encore plus loin et attaquent les conquêtes sociales jusqu'à l'os. Mais dans cet objectif, ils se heurtent à la classe ouvrière de Belgique.

Certes, celle-ci a subi des coups, mais n'a pas perdu sa force : près de trois millions de travailleurs sont syndiqués dans notre pays. C'est pourquoi l'offensive politique actuelle vise à démembrer la classe ouvrière pour mieux briser ses droits.

Pour nous, ceux qui veulent faire éclater l'unité de la classe ouvrière belge et de ses conquêtes, sont ceux-là même qui, dans toute l'Europe, menacent l'existence des nations dans le cadre desquelles ont été arrachées et codifiées toutes les conquêtes collectives et sociales.

Exagérons-nous ?

Interrogé par *Le Soir* (14 août), un chercheur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (Paris) répond à la question :

"Pourquoi l'Union européenne ne réagit-elle pas à ces séparatismes ?"

Ce chercheur tire le constat suivant :

"L'UE a une attitude assez ambiguë. Ce mouvement de sécession ethnique n'handicape pas vraiment une Europe libérale, qui n'est qu'un grand marché. Elle n'y voit pas d'obstacle majeur. Elle l'a même favorisé (...). Au bout du compte, il en résulte un éclatement de la cohésion sociale et nationale."

Bart De Wever, de la NVA, confirme cette analyse en répondant à une question de l'hebdomadaire *Téléoustique* (5 septembre) qui lui demande :

"Vous souhaitez que la Belgique disparaisse ?"

Réponse de Bart De Wever :

"Pour moi, elle est devenue superflue dans notre contexte européen sans lequel je ne plaiderais pas pour l'autonomie de la Flandre. La Belgique va se dissoudre très lentement comme un médicament dans l'eau, parce que le temps des frontières est révolu et parce qu'elle est coincée entre le pouvoir des Régions appelées à l'autonomie et les compétences supranationales de l'Europe. Maintenant que l'euro a remplacé le franc belge, il n'y a plus de barrière à cette évolution naturelle."

Quelle force peut arrêter cette marche à la dislocation, à la destruction de nos droits sociaux les plus essentiels ?

Nous le constatons : la direction de la FGTB a clairement et nettement pris position pour la défense des droits sociaux fédéraux. La direction de la CSC a été amenée à faire de même.

L'existence même de la FGTB en tant que centrale syndicale nationale, fédérant en une seule organisation les travailleurs de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles, incarne l'unité de la classe ouvrière de Belgique.

Dans ces conditions, et parce que l'heure est d'une gravité exceptionnelle, nous estimons que la direction de la FGTB a une responsabilité majeure.

Il lui revient d'appeler à la mobilisation la plus large pour empêcher un désastre sans retour.

Nous nous adressons aux dirigeants de la FGTB pour leur dire :

Appelez les travailleurs à descendre dans la rue, appelez à une grande manifestation nationale à Bruxelles, dans l'unité des travailleurs de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles (en proposant à la CSC de s'y associer), sur les mots d'ordre :

- **NON à l'éclatement de nos droits sociaux et du pays !**
- **Défense de l'unité de la classe ouvrière belge !**
- **Maintien de toutes les conquêtes sociales fédérales !**

Comme l'exige la FGTB dans son mémorandum de mai 2007 :

- **Les conventions collectives de travail des secteurs doivent rester nationales !**
- **Le même droit du travail doit s'appliquer à tous les travailleurs du pays !**
- **La sécurité sociale, dont le paiement des allocations de chômage, la santé, les allocations familiales et les pensions doivent rester du ressort de l'Etat fédéral !**

Nul doute que les travailleurs et les jeunes répondraient massivement à un tel appel. En effet, c'est la seule voie pour stopper cette marche à la dislocation, à la destruction des droits sociaux.

PARMI LES PREMIERS SIGNATAIRES :

Eddy BAERT, Afgevaardigde ACOD Iris ; Franck BAILLIEUX, Secrétaire régional adjoint Centrale Générale FGTB Luxembourg ; Stéphane BAUDART, Secrétaire permanent SETCa Namur ; Micheline BRUYNINCKX, Afgevaardigde BBTK (Dexia) ; Ivan BURVENICH, Afgevaardigde BBTK Dexia ; Jeanine CHAINEUX, Secrétaire régionale adjointe CGSP-Admi régionale Verviers ; Philippe DE MENTEN, Membre du Comité exécutif de la CGSP Enseignement Bruxelles et du Bureau exécutif communautaire de la CGSP Enseignement ; Marit DE PRETER, Afgevaardigde Acod-Amio ; Philippe DE ROUCK, bediende Dienst cultuur stad Brussel ; Fayçal DRAÏDI, Délégué syndical SETCa ; Yves EECKMAN, Militant SETCa ; Marc GOBLET, Président de la Régionale FGTB de Liège-Huy-Waremme ; Geert HAVERBEKE, Afgevaardigde BBTK Dexia ; Rudy JANSSENS, Secrétaire Fédéral CGSP ALR, Région de Bruxelles Capitale (à titre personnel) ; Philippe LARSIMONT, ex Délégué SETCa Métal Liège ; Raymonde LELEPVRIER, Secrétaire régionale SETCa Namur ; Bénito LIBERT, délégué SETCa FN Herstal ; Nathalie LIONNET, Secrétaire permanente non-marchand SETCa Namur ; Dirk LODEWIJK, Bediende ABVV Liedekerke, 1^{ste} Schepen in Liedekerke (SP.A) ; Jan MARTENS, Secretaris BBTK Antwerpen ; Serge MONSIEUR, Vice-Président CGSP Vivaqua ; Jos MURIS, Afgevaardigde BBTK bij Veolia ; Bernadette MUSSCHE, Secretaris BBTK-SETCa BHV ; Olivier PALMANS, Délégué principal CGSP Télécom-Aviation ; Jacky PIERSON, délégué SETCa SITA Liège ; Eric ROSEEL, gepensionnerd, voorheen delegee ; Antoine RUGGIERI, Président de la Commission Pensionnés/Prépensionnés Métal FGTB Liège, ex permanent FGTB Cockerill ; Henri-Jean RUTTIENS, permanent syndical SETCa BHV ; Rik STEELAND, Lid BBTK Kortrijk ; Francis STEVENS, Adjunct-Secretaris BBTK BHV ; Michel VANDERMAESEN, Afgevaardigde BBTK Citroën ; Jan VANDERPOORTEN, Hoofdafgevaardigde ABVV/FGTB Audi ; Hubert VAN DER VOORDE, Afgevaardigde BBTK Dexia ; Dirk VANMASSENHOVE, Afgevaardigde Metaal ABVV Oostende.

Cet appel est lancé à l'initiative du Comité pour l'unité

CONTACT: Y.Eeckman, rue G.Raeymaekers 13, 1030 Bruxelles - 0497/990.254
Mail : yves.eeckman@skynet.be ; site : www.comiteunite-eeenhidscomite.be

JE SIGNE CET APPEL :

Nom - Prénom	Rue et numéro Code postal –Commune	Adresse Mail et/ou Téléphone et/ou GSM	Qualité/organisation syndicale ou politique	Signature	Soutien financier *

(*) le soutien financier permet de mener cette campagne en toute indépendance (frais de photocopies, timbres, etc.)

Merci d'envoyer vos signatures à Yves Eeckman - Rue Georges Raeymaekers, 13, 1030 Bruxelles - yves.eeckman@skynet.be

Le comité pour l'unité

Fin de l'année 2006, vingt syndicalistes FGTB (moitié francophones, moitié néerlandophones) ont lancé un «*Appel en défense de l'unité de la FGTB et des conquêtes sociales fédérales*». Cet appel avait recueilli à la date du 1^{er} mai 2007 la signature de 1.200 militants, délégués et responsables syndicaux de la FGTB, en ce compris des responsables fédéraux, régionaux, de secteurs, d'entreprises.

Sur base de ces résultats s'est tenue le 5 mai 2007, dans les locaux de la CGSP Bruxelles, une Conférence de combat «*Pour le maintien au niveau fédéral, et contre toute régionalisation, des conventions collectives de travail, du droit du travail, de la Sécurité sociale (comme l'exige la FGTB)*». Cette conférence a entendu les rapports et interventions de : Marc Goblet, Président de la FGTB Liège-Huy-Waremme ; Geert Haverbeke, Délégué SETCa Dexia ; Rudy Janssens, Secrétaire Fédéral CGSP ALR Région de Bruxelles-capitale ; Henri-Jean Ruttians, Secrétaire permanent SETCa (secteur industrie) Bruxelles-Hal-Vilvorde Dany Van Cauwenbergh, Secrétaire de la Centrale de l'Alimentation-Horeca-Services FGTB d'Anvers.

A l'issue de cette conférence, le Manifeste pour l'unité a été lancé. Le 21 mai 2007 s'est tenue, sur base de ce Manifeste, une réunion du *comité pour la défense de l'unité de la FGTB et des conquêtes sociales fédérales*, en abrégé *comité pour l'unité*. Cette réunion a fait le point sur les résultats de cette conférence et en particulier sur un de ses objectifs : une action syndicale fédérale avant les vacances. Dans ce cadre, le Comité pour l'Unité a soutenu un rassemblement devant l'ONEM le 2 juin. Au cours de ce rassemblement, un représentant du Comité unité a lu un message de Marc Goblet informant que la Centrale Générale FGTB avait pris position pour un rassemblement de militants, en défense des conquêtes sociales fédérales. Ce point de vue ne recueillera cependant pas un soutien unanime dans l'organisation syndicale.

Avant les élections du 10 juin, le Comité pour l'unité a envoyé son Manifeste à tous les candidats PS et SP.A à ces élections et a reçu plusieurs réponses positives du nord comme du sud du pays. Après les élections, une lettre a été expédiée à tous ces candidats pour leur demander de refuser de soutenir toute réforme de l'Etat qui serait contraire aux positions exprimées par la FGTB contre toute régionalisation des conquêtes sociales fédérales. Le 18 septembre, tenant compte de la gravité de la situation, le Comité unité a décidé de proposer à des militants et syndicalistes de tous horizons de lancer ensemble le présent appel.